

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

J'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat de suivi de la Réunion de haut niveau tenue en septembre dernier sur la revitalisation des travaux de la Conférence du désarmement.

Le Luxembourg s'associe pleinement au discours prononcé par l'Union européenne et apporte son soutien à la déclaration conjointe prononcée par les Pays-Bas. Permettez-moi ici de faire quelques remarques à titre national.

Le Luxembourg attache une grande importance aux efforts multilatéraux dans le domaine du désarmement et a soutenu de manière constante tous les efforts visant à promouvoir la limitation des armes nucléaires et la réduction du risque de prolifération nucléaire. Nous félicitons le Secrétaire général d'avoir fait du désarmement une de ses priorités et de s'être personnellement impliqué dans le débat.

Nous connaissons tous ici les avancées qui ont été réalisées ces deux dernières années dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, telles que le succès de la Conférence d'examen du TNP, l'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 1887 sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, le nouveau traité START et le Sommet de Washington sur la sécurité nucléaire.

Or, nonobstant l'élan que nous ont insufflé ces événements de taille et la dynamique politique enclenchée en septembre dernier, aucun progrès n'a été réalisé dans l'unique instance multilatérale de la communauté internationale depuis l'accord trouvé en 2009 sur le programme de travail de la Conférence du désarmement. Il faut que nous retrouvions cet élan et que des actes concrets fassent désormais suite aux paroles pour débloquer l'impasse dans laquelle se trouve la Conférence du désarmement depuis plus d'une décennie.

Monsieur le Président,

Ceux qui prennent au sérieux le progrès dans le domaine du désarmement international ne peuvent plus accepter l'absence de négociations substantielles à la

Conférence du désarmement. A Genève comme à New York, beaucoup d'Etats font preuve d'une réelle volonté politique pour déverrouiller la machinerie internationale du désarmement. Il faut désormais que tout un chacun prenne ses responsabilités en matière de sécurité internationale et rejoigne la table des négociations pour mettre en œuvre le programme de travail adopté en 2009.

La première priorité demeure le lancement immédiat des négociations sur un traité international, multilatéral, non-discriminatoire et vérifiable sur l'interdiction de la production de matière fissile pour des armes nucléaires. Comme le Secrétaire général l'a rappelé en septembre dernier, un large accord existe sur ce point. Nous nous joignons à d'autres voix pour lancer un appel solennel au consensus.

La création d'un groupe d'experts scientifiques mandatés pour examiner les aspects techniques d'un traité « cut-off » constituerait une mesure de confiance qui pourrait faciliter le lancement des négociations.

Le Luxembourg attache également une grande importance au renforcement de l'implication de la société civile au sein de la Conférence du Désarmement.

Au-delà de ces mesures à court terme, une réflexion plus approfondie sur le mode opératoire de la Conférence du désarmement s'impose : une réinterprétation de la règle du consensus ainsi que l'accommodation des règles de procédure contribueraient à améliorer son fonctionnement.

Nous espérons que les différentes options proposées au cours de ce débat pour débloquer la Conférence du désarmement pourront être considérées dans les meilleurs délais et donner lieu à des discussions substantielles et fructueuses à Genève. Il importe de garder le but ultime à l'esprit et de rester ambitieux. Ce que nous voulons tous, c'est un monde plus sûr et en conséquence nous devons redoubler nos efforts pour œuvrer pour un monde sans armes nucléaires.

Je vous remercie de votre attention.